

**Communiqué de Jean-Paul LECOQ  
Député de Seine-Maritime**

**DE RETOUR DE TURQUIE :  
SOLIDARITE AVEC LES PRISONNIERS POLITIQUES**

En réponse à l'appel lancé par l'association France-Kurdistan et le HDP, parti progressiste d'opposition turc qui défend entre autre les droits des kurdes et qui est persécuté par Erdogan, le président turc, je me suis rendu en Turquie la semaine dernière du 6 au 8 décembre.

J'ai tenu ainsi à apporter mon soutien à cette cause dans un pays où il suffit de prononcer un discours contre le pouvoir pour se voir accuser de terrorisme.

Avec de nombreux élus européens, nous avons été empêchés d'assister au procès des 9 députés du HDP incarcérés depuis le 6 novembre 2016. Un procès à huis clos, organisé au campus pénitencier, à 60 km du centre d'Ankara. Nous avons manifesté et les avocats des victimes sont sortis nous informer à chaque suspension de séance. C'est un pur scandale.

Il était important pour moi d'être présent pour soutenir les victimes de la brutalité du régime d'Erdogan. On ne peut pas déchoir de leur mandat et emprisonner des députés parce qu'ils luttent courageusement pour la démocratie !

La Turquie ne respecte plus les règles d'un procès public conformément aux conventions internationales dont elle est signataire. C'est déplorable.

La situation en Turquie est insupportable : il n'existe plus de liberté d'expression pour personne. Les politiques, mais aussi des universitaires, des professeurs, des fonctionnaires, et des journalistes font quotidiennement les frais de cette politique répressive et brutale du président Erdogan.

J'ai d'ailleurs pu échanger sur la situation avec l'ambassadeur de France en Turquie qui est également alarmé par la situation de la démocratie turque.

Nous avons été reçu en délégation composée de Sylvie Jan, Michel Laurent, deux membres de l'association France-Kurdistan grâce à laquelle je suis parti et que je remercie chaleureusement, et également avec Corinne Morel-Darleux, conseillère régionale Auvergne-Rhône-Alpes, et Jean-Christophe Sellin, conseiller régional Occitanie.

La lutte doit continuer en France et partout ailleurs pour soutenir les victimes de ce terrible régime.

*Le Havre, le 12 décembre 2017*